

citoyens, puis aux diverses sociétés. Cette pétition devait être dressée sous peu de jours, et voilà plus de quatre mois qu'on n'en entend plus parler.

Nous ne pensons pas que le savant monsieur, qui a toujours fait exposition d'un grand zèle pour ce qui peut avoir rapport à l'éducation, veuille jouer en cette occasion le rôle d'éteignoir ; mais s'il ne veut pas que nous adoptions cette mauvaise opinion de lui (et par conséquent que nous la répandions, car avec nous c'est tout un) il fera bien de demander au plus tôt une assemblée à l'honorable vice-président du comité, Mr. Atkinson, sur qui l'on se repose avec raison pour activer un si louable objet.

Si rien n'est fait d'ici à peu de tems, nous reprendrons à la charge ; mais cette fois nous ne répondons pas de garder notre modération actuelle ; car il nous fait peine vraiment de voir qu'on trompe ainsi l'attente de braves ouvriers qu'on accuse d'indifférence en fait d'instruction et qui tous les jours nous demandent avec anxiété ce qu'est devenu ce projet dont ils se faisaient fête.

Comme nous ne connaissons rien à l'embrouillamini de *gouvernement* responsable, de *voux* bien entendus, de liste civile et autres subtilités constitutionnelles à la mode, nous paierons de bon cœur un verre de bière de gingembre à celui qui nous indiquera un moyen facile de nous faire payer de son Excellence, le gouverneur-général, pour son abonnement au *Fantasque*. Nous avons envoyé son compte à messieurs Cary, qui auparavant étaient chargés de solder ces sortes de dettes, mais ils nous ont dit qu'il fallait que le compte fût approuvé de son Excellence. Voilà bientôt deux mois que nous le lui avons transmis et nous n'en avons aucune nouvelle. A qui donc nous adresser maintenant. Du tems de lord Gosford et de lord Durham les choses marchaient plus régulièrement, et notre collecteur ne s'en est jamais retourné les mains vides. Il est vrai que ces gouverneurs là n'étaient pas des marchands. Il nous semble cependant que lord Sydenham ne devrait pas se faire trer l'oreille, nous lui en donnons assez pour son argent.

On ne sera pas surpris de la manière un peu brusque avec laquelle nous réclamons ce qui nous est dû, mais nous avons cru que le meilleur moyen d'obtenir justice est de se la faire soi-même. Si lord Sydenham balance à nous expédier ses dix chelins nous suspendrons l'envoi de notre journal, et nous lui dirons ses vérités. Nous agissons envers lui comme envers le plus humble de nos abonnés. C'est au moins là de la justice égale ; il s'en fâchera peut-être, parcequ'elle ne ressemble en rien à la sienne ; n'importe : *fais ce que dois, advienne que pourra* !

Des personnes qui ont entrepris diverses fournitures pour le compte du gouvernement à des montants assez forts se plaignent vivement de ne pouvoir obtenir les sommes dues depuis près de trois mois, et attribuent entièrement ces retards onéreux à la négligence des officiers de qui dépend le règlement de ces affaires. Il n'est certainement pas juste que les personnes qui prennent des contrats aux plus bas prix aient encore à souffrir des délais par trop longs ; elles auraient au moins droit à des intérêts.

Nous qui sommes peut-être par trop curieux nous aimerions beaucoup à savoir si les officiers publics attachés au paiement des comptes, mettent la même négligence à empêcher leur salaire.

#### NOUVELLES DU PARLEMENT PROVINCIAL.

On ne fait rien pendant six jours et on se repose le septième.